

EDWIGE DIAZ est en débat face au socialiste ARTHUR DELAPORTE sur BFMTV !

26 min · Rassemblement National

Il y a deux choses très intéressantes dans cette déclaration de Marine Le Pen. Il y a la partie préférence nationale. On a l'impression que c'est le grand retour d'un leitmotif régulier dans les programmes du RN. Et il y a le fait qu'elles prennent le temps de préciser, quelle que soit leur couleur de peau, quelle que soit leur religion, tous les Français, et ce sont les Français qui seront prioritaires. Vous envoyez deux signaux, c'est ça, et de visage. Vous êtes député de Gironde, vice-présidente du Rassemblement national. Et face à vous, Arthur de la Porte, député socialiste du Calvados et porte-parole du

groupe à l'Assemblée. Évindiaz. Merci beaucoup pour votre invitation. En effet, vous soulignez des propos importants qui ont été tenus hier par Marine à l'occasion de sa grande rentrée politique à Enimbomont. Et nous avons voulu mettre au cœur de notre projet présidentiel la question du logement, notamment de l'accès au logement, et en particulier du logement social. Avec 900 000 dossiers en attente, évidemment que cette question fait partie des inquiétudes des Français. Et donc nous avons voulu, oui, indiquer aux Français qu'il nous semblait moral, et il faut que ce soit légal, que les Français bénéficient de cette priorité d'accès dans les logements sociaux. Et pour éviter les caricatures dont nous sommes régulièrement victimes ou dont nous faisons l'objet, eh bien nous avons précisé que pour nous c'était vraiment l'accès aux Français. C'est -à-dire quelles que soient leurs origines ou leurs couleurs de peau, c'est très important pour nous parce qu'on entend déjà nos adversaires indiquer que nous serions des racistes, des xénophobes, etc. Donc nous, dès que vous êtes Français, vous devez avoir droit à un droit nouveau, et c'est précisément le droit à vous loger dignement et dans un logement accessible. Arthur de La Porte.

Oui, si vous voulez qu'on réagisse en fait à ces propositions de Marine Le Pen, il n'y a rien de nouveau sous le soleil. Et c'est peut-être ça le problème aujourd'hui, c'est qu'on essaie de ripolliner des vieilles mesures, alors que sur la question du logement, Marine Le Pen n'a rien fait. Et même depuis 10 ans, elle vote des lois qui vont contre l'intérêt des Françaises et des Français. Enfin, je tiens à dire aujourd'hui, si on a une envolée des prix du logement qui font que les Français ne peuvent plus avoir un logement décent et qu'ils ont du mal à en trouver, et que le nombre de demandes de logements sociaux augmentent, eh bien c'est parce que les prix du loyer flambent. Et qu'a fait Rassemblement National ? Il a été contre la loi sur la régulation des meubles de tourisme. C'est le seul groupe qui a voté en intégralité contre la régulation d'AirBnB qui fait qu'il y a de la spéculation. Et que dans certaines zones, par exemple moi je pense au Calvados, sur la zone littorale, aujourd'hui c'est impossible de se loger. C'est

très loin d'être la seule explication. Très très loin, c'est même l'inverse. C

'est un des points sur lesquels le Rassemblement National est totalement défavorable depuis le début. Alors que hier soir Marine Le Pen dit, moi je suis pour finalement qu'on ait une régulation des meubles de tourisme. Sauf qu'ils ont voté contre à l'Assemblée nationale. Ils ont voté contre également l'encadrement des loyers. Vous voyez, c'est ce qui a permis quand même de modérer les études de montes, les loyers par exemple dans les grandes villes. Et donc aujourd'hui, ils essaient de nous dire, finalement c'est de la faute aux étrangers s'il n'y a plus de logements sociaux. La réalité des réalités, c'est que les étrangers aujourd'hui, quand ils font une demande de

logements sociaux, ils ont moins de chances que des Français d'avoir un logement social. Donc finalement, ils essaient de nous dire c'est de la faute aux étrangers, alors que c'est de la faute en partie. J

J'ai une question à poser Madame Diaz. Il y a combien d'étrangers qui ont un logement social en France ? À peu près 15%.

15 % de quoi ? De la parmi la population des étrangers. Non, 15 % des étrangers, non. Attendez, je disais

les chiffres et la raison, c'est à peu près la dernière fois qu'on les a étudiés. 15 % des étrangers. Non, c'est 12 % du parc social est occupé par des étrangers. C'est en 2017 aujourd'hui, la part a dû augmenter, mais on n'a pas les chiffres. Donc c'est une estimation. Le

dernier chiffre, c'est 12 % du parc social qui est occupé par des étrangers.

Et on dit c

est à cause des étrangers qu'il y a plus de logements

sociaux. C'est faux.

De nationalité étrangère. Mais du coup, ça vous donne quand même, mettons que ce soit 15%, c'est d'ailleurs assez probable, votre mesure, elle va résoudre le problème qu'à la marge. Il reste quand même

massivement du déd

nationaux. Et je

complète ce que dit Géraldine, j'imagine, mais ou alors serait une info que vous nous donnez ce matin, que ceux qui occupent actuellement des logements sociaux, vous n'allez pas les sortir. Donc ça ne s'appliquerait qu'aux nouveaux entrants, j'imagine.

Oui, alors je précise qu'il y a en effet à peu près 8 % d'étrangers dans notre pays et que nous, nous avons estimé leur part dans la représentation du logement social à 15%. Donc il y a une surreprésentation des étrangers en matière d'occupation des logements sociaux. Et pour rebondir sur ce que disait le collègue socialiste, en fait, si aujourd'hui il y a des tensions sur le marché du logement social, ce n'est pas à cause du Rassemblement national, c'est en grande partie à cause des macronismes que vous avez largement fait élire à l'Assemblée nationale en retirant vos candidats il y a deux ans, au moment des élections législatives. C'est en fait la surabondance de normes, la RE 2020. Pour ceux qui travaillent dans le bâtiment, ils savent que ce sont des normes qui alourdissent le coût de construction. Ils savent aussi que la question du ZAN, zéro artificialisation nette des sols, qui empêche la construction. · Vous pouvez juste répondre à ma question ? · Oui attendez, les DPE qui empêchent... Non mais on a répondu à cette question, non, on va pas exclure. · Donc vous n'avez pas à rager. · Vous me coupez. · Vous n'avez pas à répondre à ma question. · Bah si je vous réponds à la question. Non, non. · Donc c'est pour les nouveaux enfants. · Donc je veux bien finir ce que je disais que... · C'est pour les nouveaux enfants. · Oui, monsieur, c'est pour les nouveaux enfants. · Donc ça ne règle pas le problème du logement. · Attendez, je vais quand même vous dire pourquoi on est dans cette tension en matière de logements sociaux. Donc je l'ai dit, une surreprésentation des étrangers dans le parc social. Des normes qui ont aggravé la situation. Je parle de la RE 2020, qui parlera donc au professionnel du bâtiment. Je parle du ZAN, zéro

artificialisation net des sols, qui a empêché les maires de devenir des maires bâtisseurs. Je pense aussi au DPE, qui empêche les petits propriétaires de mettre sur le marché locatif ces logements. Et donc forcément, tout ça, eh bien, crée de la tension qui est très préjudiciable pour le parc de péde français. · Je vous réponds à la question, Edwiaz. Allez -vous

sortir du parc social les actuels habitants ou occupants de logements sociaux qui n 'auraient pas la nationalité française ? · Non. · Non. Donc c 'est uniquement pour les dossiers qui sont, à partir de maintenant, examinés. · En

revanche, nous excluons des logements sociaux les étrangers qui se comportent mal, et avec une interdiction pour eux de reprendre, d 'avoir un nouveau accès à un logement social pendant 3 ans. Parce que ça aussi, c 'est un véritable sujet. · On n 'a

plus accès au logement social, tout court. Si vous parlez des étrangers qui se comportent mal, puisque... · Oui, oui. Donc vous me

jugez. Vos questions à tous les deux, c 'était, est -ce que les étrangers qui aujourd 'hui habitent dans un logement social seront expulsés ? · Donc la réponse est non. En revanche, pour un étranger qui se comporte mal, qui crée des nuisances de voisinage, où il y a des trafics de drogue par exemple, évidemment que ces étrangers occupants d 'un logement social seront expulsés de leur logement social. · Même chose pour un Français ? · Oui, mais là en plus un étranger pourra... · Non, non, mais est -ce qu 'un Français qui se comporte très mal, qui serait

délinquant, serait aussi exclu sur le logement social ? · Oui, parce qu 'en

fait, nous nous sommes très respectueux de l 'ordre public. · Donc c 'est tous les délinquants, pas seulement les étrangers. · Oui, mais en plus les étrangers pourront être envoyés chez eux, vous voyez. ·

J 'ai une question qui... Je comprends la logique pour relancer la construction normative, etc. À la limite, j 'entends ce que vous dites sur une priorité aux étrangers. Je note juste que 70 % des Français plébiscite ça. Mais par contre, ce que je n 'entends pas dans votre discours, ni à l 'un ni à l 'autre d 'ailleurs, et c 'est intéressant, ce sont les causes aussi profondes de cette crise du logement. Avec 72 % des Français aujourd 'hui qui sont éligibles à un logement social, c 'est colossal. On a le quart de tous les logements sociaux d 'Europe. Ils sont en France, c 'est quand même un problème. Et le faible taux de rotation. Je regardais les chiffres, il y a 47 % du total des logements du parc. Ils sont sous -occupés. · Ton parcours de logement, il

est complètement bloqué aujourd 'hui. ·

Ce sont des familles, par exemple, qui avaient 4 enfants. Les enfants sont partis et les parents sont retrouvés en 24 ou 25 ans. · Oui,

nous, bien qu 'on pointe les étrangers, mais c 'est aussi parce que ça arrange tout le monde. Ça arrange tout le monde. À la fois les politiques qui disent, on va pas trop résoudre le problème en forçant les rotations. Et puis les gens qui y sont, qui disent, c 'est pas ma faute, je garde mon T5, c 'est à cause des étrangers. Donc comment est -ce que vous vous attaquez à ça ? · Je

connais plutôt bien ce sujet -là. À la question de pourquoi est -ce qu 'il garde un T5, tout simplement, parce qu 'aujourd 'hui, il n 'y a pas de logement de taille intermédiaire. Et ce qui est en train de se produire, et ce qui fait qu 'il y a une tension aussi sur la demande de logement social, c 'est la transformation du modèle des familles. Quand vous avez des familles monoparentales avec enfants,

vous ne cherchez pas forcément un T5. · Comment font les autres ?

On peut encore construire plus alors qu'on a déjà un plus gros parc européen

? · Déjà, il y a des sujets de réhabilitation du parc actuel, et les bailleurs sont asséchés et peuvent pas investir parce qu'Emmanuel Macron a été ponctionné dans la capacité d'investissement des bailleurs sociaux pour justement transformer les logements. Donc ça, c'est un premier problème. Et le deuxième problème, c'est qu'il faut construire des logements justement parce qu'il y a une augmentation de la demande, pas simplement parce que la population augmente, mais parce qu'on a en effet une transformation des familles qui ont besoin de logements plus petits et que ces logements n'existent pas. Et donc, qu'est-ce qui se passe aujourd'hui ? On a un certain nombre de lois qui imposent en effet aux communes de construire des logements sociaux. Ça s'appelle la loi SRU. · Sur laquelle, Marine Le Pen veut revenir ? · Les experts vous

disent que cette loi a dissuadé la construction privée. · Ça n'est pas vrai.

Cette loi, elle a permis de construire plus de 1 million de logements sociaux en 25 ans. La réalité, c'est que cette loi a permis de transformer le pays et de faire en sorte que la France ait un nombre de logements sociaux importants. Mais le problème, c'est que Marine Le Pen, elle nous dit « Je veux virer les étrangers des logements sociaux sans vraiment le faire. Vous voyez bien qu'il y a ici une forme d'imposture. C'est juste une manière de dire que les étrangers sont le problème, alors que la réalité, c'est que c'est que 10 % ou 15 % des locataires du parc. Et que par ailleurs, ils n'ont pas plus accès que les Français à ce parc, puisqu'ils ont moins de taux d'accès. Mais le problème, c'est les étrangers. Et en même temps, à côté de ça, on ne veut pas... forcer les communes qui n'ont pas assez de logements sociaux à en construire plus puisque Marine Le Pen veut supprimer la loi SRU. Qu'est-ce qu'on défend nous ? C'est très simple, déjà réarmer les bailleurs sociaux parce que s'ils n'ont pas la capacité d'investissement... Il réarme avec quoi ? En leur donnant de l'argent. Aujourd'hui la caisse des dépôts et consignations, elle peut permettre que les bailleurs puissent contrater avant le coup. Vous avez vu qu'il fallait trouver 30 milliards,

déjà rien que pour rester sur les 5 % de déficit. Oui mais ce qu'a

fait Emmanuel Macron c'est que avec la baisse des APL puis le gel des APL puis finalement la ponction dans les caisses des bailleurs sociaux, qu'est-ce qu'il a fait ? Il a empêché les bailleurs sociaux de faire leur job tout simplement, c'est -à -dire construire du logement à...

Je ne comprends pas du tout, vous dites il faut construire plus mais on ne touche pas aux normes. Il faut garder...

Le sujet c'est pas les normes. Reprenons les deux points évoqués par

Elisabeth, c'est -à -dire la RO 2020. 430 000 logements mis en chantier en 2017, 250 000 en 2024, il y a quand même un peu de... C'est une faute des normes.

Relancer le logement social alors que vous empêchez, vous empêchez globalement, alors qu'on fait tout pour décourager la construction primaire. Allez, la scène prochaine à

Bordeaux au congrès de l'Union sociale de l'habitat, vous verrez si vous dites que le problème c'est les normes ou c'est la capacité des bailleurs à investir. Le problème c'est pas les normes, les normes elles permettent de faire des logements adaptés par exemple au vieillissement. Est-ce que aujourd'hui vous voulez que dans les logements, alors qu'on sait que la population va vieillir, on puisse pas avoir des portes qui sont assez larges pour faire passer un fauteuil ? Parce que c'est ça

les normes finalement, on nous dit que c'est coûteux, c'est problématique. Parce que allez me dire dans le détail ce qui vous pose problème dans les normes. Ça a été le problème. Les normes aujourd'hui c'est ce qu'elles préconisent. Ça a été le problème Arthur de la Porte, mais on va

pas refaire tout le débat de la clim. Mais ça a été un des problèmes notamment cet été, c'était de constater que la RE 2020 et le ministère du logement semble-t-il réfléchir à la faire sauter, c'est une fameuse norme. Parce que précisément elle lutte contre le froid, mais elle ne lutte pas contre le chaud.

En fait avec l'envolée des prix d'énergie, on a bien vu que c'était utile d'avoir des logements sociaux isolés. Mais on va pas

refaire tout le débat sur la norme. Je voudrais étudier à ce que vous puissiez répondre à cette question et ensuite pouvoir vous poser les questions sur les retraités et à tous les deux sur les retraités et sur la question du pouvoir d'achat et de la colère qui monte.

Sur la partie où vous disiez les personnes qui sont seules qui ont gardé leur T5. Marine elle en a parlé hier dans son discours, donc vous pourrez retrouver facilement. En effet il faut favoriser la rotation de manière à ce que la taille du logement social soit adaptée à la composition du foyer familial. Ça c'est important. Mais aussi ce que je veux dire c'est que c'est pas une fin en soi d'habiter toute sa vie dans un logement social. Et donc en parallèle nous nous souhaitons favoriser l'accès à la propriété pour faire en sorte que les locataires de HLM par exemple puissent un jour acquérir leur logement social pour devenir propriétaire. Parce que nous c'est ce que nous souhaitons. C'est favoriser en fait une société de propriétaires et de petits propriétaires. Est-ce que ça veut dire, et je vous pose la question

très concrètement à tous les deux, est-ce que ça veut dire que chaque année il faudrait, ça n'est visiblement pas le cas pour l'instant, réviser le dossier des occupants d'un logement social pour s'assurer que 1 la composition de la famille, 2 le niveau de revenu justifie

toujours qu'il y soit. Edwin et Diane ? Alors tous les ans ou peut-être tous les cinq ans à voir. Mais en tout cas oui nous l'avons dit, ça serait plus juste en effet. Oui

mais tout simplement ça existe déjà en fait. Pas vraiment. Non vous ne savez pas, c'est pas appliqué. J'ai de nombreux

auditeurs sur la MC qui vivent dans des logements sociaux et qui disent nous ne sommes jamais vérifiés. Oui mais en fait on

vérifie déjà, on a déjà une obligation que quand on a un certain seuil de revenu, on a des surparticipations parce qu'on n'est pas éligible. Elles ne sont pas suffisantes. La règle est là. Ma question est très claire. Mais vous êtes-vous

favorable à une vérification tous les ans, tous les deux ans ou tous les cinq ans ? Moi

je ne veux pas qu'on soit en sur-contrôle, il faut juste comprendre quelque chose. Ce que disait Laurent Le Man tout à l'heure. Pardon, chaque

année, on va être très concret, chaque année à la rentrée, on doit donner une justification de nos revenus pour savoir quelles tranches on va payer à la cantine. Mais vous savez très bien... Chaque année, on ne rechigne pas. On redonne chaque année en tant que parents pour qu'on ne prenne pas la même chose pour les logements.

C'est très simple d'avoir une augmentation de taux par exemple du prix qu'on va payer. Mais le problème c'est quand on vous dit, si je vous disais demain vous partez de votre logement parce que vous vous êtes séparés, excusez-moi mais ça va être un peu plus compliqué à vivre. Après je

ne vous dis pas qu'il faut retirer ce genre de conséquences. Je vous dis simplement, je pense que ce serait plutôt l'inverse puisque dans ces cas-là, pardon, les revenus seraient bien moindres et donc ça serait une justification pour y rester. Mais par ailleurs, à Arthur de la Porte, si je vous pose cette question, c'est parce que pour moi je ne comprends pas dans un parc social où il y aurait suffisamment de place pour tout le monde. Il n'y a pas à vérifier davantage. Mais quand on voit le nombre, aujourd'hui il y a les familles monoparentales qui n'ont pas d'accès au logement, qui se retrouvent souvent des femmes seules avec des enfants qui attendent des années pour avoir accès au parc social. Pourquoi vous n'êtes pas favorables à ce que ceux qui n'en ont plus besoin en sortent ? C'est pas mal de dire ça.

C'est juste une question d'efficacité, de justice. Vous avez l'impression qu'on est déconnectés. Tous les jours à ma permanence, je reçois des gens qui cherchent un logement et un logement abordable. Ils s'en fichent d'avoir un logement social ou pas. Ce qu'ils veulent, s'ils ont un logement social qui est trop grand, c'est trouver un logement qui leur convienne, qui a leur taille. Ils veulent juste ça, les gens. Mais le problème, c'est que quand vous passez du parc social au parc classique, vous n'avez pas les moyens d'avoir accès à un logement qui est adapté à vos besoins. Donc le problème, ce n'est pas de dire que les gens qui sont 5 dans un logement ou 3 dans un logement pour 5 sont coupables. Je ne dis pas que ils sont coupables. Je dis simplement

que ça permettrait à ceux qui en ont besoin. C

'est normal que ça tourne. C'est parfaitement normal. La question, c'est comment on fait pour leur retrouver un logement ? Alors évidemment. Mais vous pouvez dire la même chose, Laurent, à une mère de famille

monoparentale qui cherche devant un logement et qui galère. Non, la famille

que vous sortez d'un appartement, elle repart à la case départ pour redemander un logement social qu'elle aura dans 7 ans. Et pendant les 7 ans, il y a 5 millions

de logements sociaux et il y a 40 millions de logements en France. Je ne vois pas pourquoi le débat, on s'obsède sur cette histoire de logement social parce que fondamentalement, c'est un principe de vase communicant. C'est là où la remarque de Géraldine tombe sous le monde. Mais pourquoi on décourage à ce point la construction de logements neufs dans ce pays, qu'il soit public ou privé d'ailleurs ? La construction de logements neufs est accompagnée à des décisions de piscos. Je voudrais

maintenant qu'on s'intéresse à la question des retraités. La loi

Zane, ça les bloque totalement. J'ai

un bon souvenir, c'est qu'en 2019, il n'y avait pas encore la loi Zane et on nous disait déjà la même chose. Ce n'est pas la loi Zane qui a l'origine. Ce n'est pas que la loi Zane.

Le logement est aujourd'hui une question fondamentale et elle est une question qui passionne. Je suis très frappée. Souvenez-vous les propos d'Arthur Chauvalier qui interpellait un député macroniste et qui disait, notre génération disait -il, j'avoue ça n'est malheureusement plus la mienne, mais il disait les 30-40 ans aujourd'hui la question du logement c'est la matrice de tout. C'est ce qui

bloque tout. C'est ce qui bloque l'emploi, la constitution d'une famille, le fait d'oser se lancer aussi pour avoir des enfants. Au fond, le logement est à la croisée de toutes les problématiques aujourd

'hui. J'ajoute que la priorité nationale telle que moi, je l'ai entendu dans le discours de Marine Le Pen ce week-end, ne passe pas la rampe du conseil constitutionnel.

Ça c'est un grand classique de dire que rien n'est applicable dans notre programme. C'est l'état de droit. Absolument. Ça fait des années qu'on vous voit sur les plaques de télé qu'on nous présenterait un référendum sur le sujet. Ça va ensemble. Ça va dans notre référendum constitutionnel. Donc je le dis pour conclure, nous ce qu'on veut en matière de logement, c'est libérer la construction, favoriser l'accession à la propriété et enfin faire en sorte que les Français retrouvent de la dignité et du pouvoir d'achat pour qu'il n'ait plus

besoin d'aller se loger en logement social. Alors pouvoir d'achat, on va venir à la question des carmes durantes. Mais d'abord, sur la question de l'impôt sur le revenu et des retraites, écoutez la porte parole du gouvernement, Maud Bréjon sur BFM TV. J

'ai dit que nous refusions toute hausse d'impôts. Le gel du barème de l'ère entraînerait des hausses d'impôts pour l'ensemble des Français. Et donc, il est pour nous hors de question de proposer le gel du barème de l'ère. Arthur de la porte. Oui,

c'est plutôt une mesure de bon sens parce que l'an dernier, on s'était opposé à cette évolution, enfin ce gel des barèmes de l'impôt sur le revenu qui allait faire rentrer 200 à 300 000 de foyers fiscaux dans l'impôt. Donc voilà, c'est plutôt une bonne nouvelle. Mais moi ce qui m'inquiète, c'est tout le reste. C'est -à -dire le flou. Parce qu'à un moment, il y a bien quelqu'un qui va passer à la caisse. Et ma crainte, c'est que ce soit de nouveau les catégories populaires qui passent à la caisse. Parce qu'à aucun moment, ces dernières semaines, le gouvernement n'a annoncé des efforts fiscaux pour les plus fortunés. Donc moi, je veux bien qu'on protège les retraités à ce niveau -là. Mais le problème, c'est que si on dit demain aux retraités on va vous ponctionner sur vos impôts, on va vous ponctionner par je ne sais quel dispositif de 10 % d'abattement qu'on va vous supprimer. Et bien à la fin, ils auront une baisse de leur niveau de pension.

Arthur de la porte, vous soutenez Olivier Faure

? Bien sûr, je soutiens avec fermeté. Je voudrais que vous nous

expliquiez le balbutiement, l'ambiguïté. Écoutez la réponse d'Olivier Faure à la question de Guillaume Darret hier sur BFM.

Est-ce que dans un gouvernement Olivier Faure, il pourrait y avoir des ministres de la France insoumise, oui ou non ?

Mais je ne comprends pas très bien la question. On n'est pas là. Non mais vous dites qu'il

faut rassembler toute la gauche. La question est claire. Si vous êtes président dans votre gouvernement, est-ce qu'il pourrait y avoir, oui ou non, des ministres de la France insoumise ? Mais vous vous souvenez du

Front Populaire ? Oui ou non ? Je vous réponds. Vous avez lu, comme moi, il y avait Léon Blum au gouvernement et un soutien sans participation des communistes.

Vous avez compris ? En 1981, il

y avait

des communistes au gouvernement. J 'ai le soutien des communistes. Si vous me posez la question, je vais vous répondre très bien.

Olivier Faure a dit deux choses. Il a dit est -ce que vous allez faire alliance avec Jean -Luc Mélenchon pour la présidentielle ? Il a dit non bien sûr. Et la question que vous savez bien n 'est pas la présidentielle, la question c 'est législative. Et la question qui se pose c 'est législative. Il a dit deux choses. Il a dit ceux qui disent aujourd 'hui on ne fera plus jamais d 'alliance avec la France Insoumise. François Hollande, Raphaël Luxman ont fait alliance avec la France Insoumise en 2024 par exemple, en ayant dit au préalable qu 'ils ne feraient jamais d 'alliance. Donc ne les croyez pas. C 'est que nous on préfère la sincérité de dire qu 'on ne sait pas ce qui se passe au lendemain de la présidentielle. On fera tout pour éviter que ce soit Marine Le Pen. Mais si jamais par notre échec collectif, c 'est le Rassemblement national qui n 'a emporté ce que je ne souhaite pas, eh bien il faudra prendre nos responsabilités. Prendre nos responsabilités c 'est justement faire des logiques de Fronts Républicains, c 'est faire des logiques où on est capable à gauche d 'être plus intelligent qu 'aux autres.

Et de Fronts Populaires puisqu 'il cite de nouveau Fronts Populaires, c 'est -à -dire d 'une alliance globale. Moi je

n 'ai jamais enterré l 'idée que la gauche devait savoir se rassembler pour gouverner demain. Et donc aujourd 'hui on est dans une présidentielle où on a Jean -Luc Mélenchon qui a fait son choix. Moi j 'espère qu 'on sera devant lui, qu 'on sera en capacité d 'impulser un autre rassemblement pour demain être à l 'Élysée. Et si on est à l 'Élysée avec Olivier Faure, eh bien je crois que nous serons aussi et nous devons rassembler. Rassembler ça veut dire qu 'on arrête le jeu des gauchis réconciliable. Vous savez moi j 'ai passé le week -end à voir des gens qui me disaient mais on en a marre que vous passiez votre temps à vous taper dessus. Le vrai danger c 'est le Rassemblement national. On vient de le voir tout de suite avec un référendum qui serait un coup d 'état constitutionnel pour mettre en place un racisme d 'état. Avec finalement des logiques de mise à mal de notre droit de ce que fait la République. Eh bien ça oui c 'est ce qu 'il fait. Donc vous dites on pourrait gouverner ensemble. Mais on pourrait gouverner avec un soutien sans participation, ce qu 'il a dit de la France Insoumise. Ça veut dire qu 'il n 'y aurait pas de

ministre ? Vous vous offusquez

des déclarations du RL ? Il y a quand même des déclarations et des prises d 'opposition de LFI dont vous vous affranchissez un peu vite.

Excusez -moi mais je ne crois pas que LFI ait mis en place un projet de racisme d 'état. Voilà donc je le dis très clairement. Par exemple

quand Jean -Luc Mélenchon dit que s 'il était lui il faudrait une 6ème République mettre à bas les institutions et une révolution populaire. Vous participez à ça vous. Vous dites ok.

Il y a une différence, moi j 'ai pas de problème

avec l

'idée que les institutions doivent évoluer. Les Français en ont marre que ça soit un chef qui décide pour tout et pour tout le monde et qu 'il nous demande une chose c 'est plus de démocratie. Plus de démocratie c 'est réfléchir à l 'évolution de nos institutions. Donc tout ça il faut qu 'on en parle. Mais

nous on n'est pas là en train de dire on va faire un référendum pour mettre en place quelque chose qui est contraire. Non attendez excusez -moi. La 6ème République où l'idée d'évolution de la 5ème République c'est comment on arrive à représenter les présidents de la 5ème République. Je vous trouve

bien indulgent avec une France Insoumise qui est quand même très dure avec vous. Ce que je veux dire c'est que entre vous et eux honnêtement on peut vous prédire. Je ne voudrais simplement mentionner par exemple hier malheureusement parce que ces militants ne souhaitent pas évidemment participer avec la presse. Et bien ou simplement donné nous avons vu des séquences qui ont été tournées par des militants. La France Insoumise aux journées de l'humanité ce week-end aux journées de l'Huma, à la fête de l'Huma dans lesquelles ces militants LFI hurlent tout le monde. Tout le monde déteste le PS et ils le font systématiquement. Nous ne pouvons pas diffuser ces images parce qu'ils ne veulent pas que la presse puisse dire ce qu'il se passe. Moi je voudrais simplement vous dire ce matin que je suis assez surprise que ce matin vous disiez en gros oh non mais on va arrêter cette histoire d'irréconciliable mais c'est eux qui vous disent qu'ils vous détestent et vous vous dites mais non on va travailler ensemble c'est pas

minoui. Moi quand

quelqu'un me dit qu'il me déteste j'ai pas spécialement envie de lui dire mais non on est super copains. Mais en

fait moi je n'ai jamais dit que j'étais copain ou quoi que ce soit j'essaie juste de dire que demain ils vont bouler la France Insoumise. Si vous avez dit ça

suffit ces histoires de gauche irréconciliable. Mais en fait c

'est ce que nous disent les électeurs.

Tout le monde déteste le PS. Mais redonnez -nous en. Bon

Apolline de Malher vous faites bien du théâtre vous devriez vous inscrire avec Emmanuel Macron dans des cours je crois que Brigitte en donne. Mais au-delà de ça il y a un moment où il faut être un peu sérieux. Il faut qu'ils aillent juste tout dans l'expression de leur détestation du PS. Moi je n'ai pas de sujet avec ceux qui sont sectaires. Mon problème c'est de savoir ils sont sectaires, ils sont violents, ils sont insupportables etc. Mon sujet c'est demain. Mais vous faites le Goron. Mais comment est-ce qu'on gouverne la France ? C'est juste un sujet de la France Insoumise. Donc y compris avec des sectaires. Vous êtes en train de dire non mais attendez c'est extraordinaire. Vous êtes en

train de dire ils sont sectaires, ils sont violents mais on pourra gouverner ensemble.

Mon sujet c'est le rassemblement national. Mon obsession c'est d'éviter la victoire du rassemblement national. Donc qui a gouverné

avec des sectaires et des violents ? Ce sont vos

mots. Aujourd'hui vous savez très bien qu'ils sont à la bosse de Jean -Luc Mélenchon. Ils sont

sectaires, ils sont violents mais c'est pas grave. Ils

sont à la bosse de Jean -Luc Mélenchon. Si demain Jean -Luc Mélenchon a perdu l'élection

présidentielle etc. peut-être qu'ils vont comprendre que l'intérêt du pays c'est autre chose. C'est uniquement ça que ce qu'a dit Olivier Faure. Vous savez en 1936, deux ans avant la victoire du Front Populaire, on était traités de sociofascistes par les communistes. On était insultés. Léon Blum était le pire de tous. Et donc à un moment, oui, il a emporté. Il a été assez clément, on va dire, avec celles et ceux qui l'ont conspu pendant des années, tout simplement pour donner les congés payés, pour donner la semaine de 40 heures, pour faire en sorte que ce pays avance. Donc moi je dis une chose, ma priorité c'est pas les obsessions de politique aérée et les insultes, c'est de faire en sorte qu'on puisse transformer la vie des gens. C'est de tendre la joue gauche. Vous êtes dans une logique de on tend la joue gauche. Je suis pas là pour tendre la joue droite ou la joue gauche, je suis là pour essayer de faire en sorte que la vie des gens s'améliore. C'est mon combat politique. Essayer d'éviter la victoire du Rassemblement National, c'est mon autre combat politique, parce que la République serait menacée.

Et Zuzia, une réponse ? J'ai jamais entendu qu'un référendum, c'est -à-dire demander la vie aux Français, c'était un coup d'état. Ça a été écrit, il y a même du cerf-voqué. Non mais je vous ai pas coupé, s'il vous plaît. Avec un super-voquin, je vous invite à lire. Nous, nous n'avons pas peur du peuple, et donc oui, nous rendrons la parole et le pouvoir au peuple. C'est un référendum assez gênant pour vous. Là, vous venez de faire la démonstration que le Parti Socialiste était devenu le paillason de la France Insoumise. Vous êtes prêts à vous allier, à vous coucher une fois de plus devant ceux qui abritent en leur sein des fichiers S, qui ont des relents antisémites, qui font le rejet du journalisme, qui scandent la police Tue, et vous l'avez dit vous-même, qui sont sectaires et qui sont violents. Mais écoutez, vous venez de donner une raison de plus aux Français patriotes de ne surtout pas voter pour vous, parce que voter socialiste, c'est demain voter Jean-Luc Mélenchon, comme c'était en 2024 et en 2022. C'est voter pour une reprise de justice. Donc voilà, il y a un moment, il

faut faire un choix. Non, non, dites pas ça. Mais si, je vous le dis, elle a été condamnée à deux reprises. Donc elle se pourvoit en castration, mais elle a été quand même condamnée à deux reprises.

Et elle pourra se présenter à l'élection présidentielle. Merci à tous les deux.